

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19850 - 76ÈME ANNÉE

## Unis pour servir la population

# Départementales et régionales : 13 personnes porteront les couleurs du PCR à Saint-Paul



Une partie des candidats. Lire de Gauche à Droite, Mickael, Jonhathan, Cynthia, Marinelle, Cyrille, Ivana, Emmanuel, Nicole, Jean-Yves

Aux élections départementales dans les 3 cantons de Saint-Paul, ce sont 12 candidats qui portent les couleurs du Parti communiste réunionnais : 6 titulaires et 6 remplaçants. S'y ajoute Cyrille Séraphin, secrétaire de la Section communiste de Saint-Paul, qui représente le

PCR sur la liste conduite par Ericka Bareigts aux régionales. Suite à la conférence de presse de samedi organisée par les candidats aux départementales, le PCR a publié ce communiqué.

Samedi 15 mai 2021, le PCR a organisé une présentation de ses 13

candidats engagés dans les prochaines élections. Tour à tour, chacun a décliné son identité et exposé ses principales motivations. La cérémonie a été présidée par la jeune Marinelle Maden.

Ainsi, nous apprenons qu'aux Régionales, Cyrille Séraphin, secré-

taire de la section communiste, est colistier de Ericka Bareigts. Il a remercié les participants et félicité les candidats pour leur engagement. Il en a profité pour annoncer qu'une évocation historique sera organisée le 5 juin pour rappeler la victoire du jeune député Laurent Vergès, il y a 33 ans. Grâce à une mobilisation exceptionnelle des jeunes, l'élection avait été obtenue dès le premier tour.

Aux Départementales, la section locale du PCR affirme ses ambitions en présentant 3 tickets sur 3.

17e Canton: Johnathan BIMA et Cynthia CLAIN-GAILLAC; remplaçants Mickael CLAIN et Vanessa THOMAS.

18e Canton: Ivana ALTHIERRY-GADOR et Emmanuel VALIN; rempla-

çants Marinelle MADEN et Patrick MOUNICHY.

19e Canton: Nicole CADARSI et Jean Yves REFESSE; remplaçants Lynda ARNE et Gary BASILE.

Ils ont des parcours de vie différents mais sont unis pour servir la population. Ils veulent rétablir les missions du Département au service des populations issues de l'espace cantonal. Ils sont convaincus que cette vieille institution doit s'émanciper de la tutelle des maires et de leurs adjoints qui cumulent des mandats et des revenus pendant que la population continue de souffrir.

Les préoccupations qui reviennent souvent dans leurs propos sont la proximité, l'entraide, le partage, la solidarité, la jeunesse, la modernité, la culture et l'identité. Ces pré-

occupations sont accentuées par les conséquences de la crise sanitaire. Le confinement n'en finit pas. Chaque version entraîne des angoisses supplémentaires.

Pour finir, ils rappellent que l'argent ne manque pas. Le budget primitif voté pour cette année se monte à 1,160 milliard. C'est comme si vous réunissez 1160 personnes sur un stade de foot et que vous disposez un million dans les mains de chacun. Il est clair que cette énorme masse d'argent est mal orientée et que sa gestion manque de transparence.

Le changement passe par plus de participation de la population aux décisions qui les concernent directement.

## L'impact de la COVID-19 sur l'Afrique sous-estimé

Une approche stratégique d'urgence s'impose en raison du nombre limité de vaccins et de la menace croissante de nouvelles variantes. Selon le dernier rapport de Partnership for Evidence-Based Response to COVID-19, le fort taux de positivité aux tests de dépistage souligne une épidémie bien plus étendue que ne le laissent entendre les statistiques officielles validées par l'OMS. Si elles sont acceptées majoritairement par les populations interrogées, les mesures de restrictions sont la cause de mise au chômage, donc de perte de revenu et par conséquent d'accès aux soins. Devant une telle situation, des mesures d'urgence sont proposées.

Alors que la planète lutte contre de nouvelles variantes de la COVID-19 et que le stock et le déploiement des vaccins sont

extrêmement limités en Afrique, les récentes données figurant dans le rapport de Partnership for Evidence-Based Response to COVID-19 (PERC) — Partenariat pour une réponse à la COVID-19 fondée sur des données probantes - indiquent que les défis majeurs que doivent relever les populations des Etats Membres de l'Union Africaine sont on ne peut plus préoccupants: 81% des personnes interrogées ont déclaré avoir des difficultés à se procurer de la nourriture, 77% ont déclaré avoir subi une perte de revenus et 42% ont déclaré avoir manqué de soins médicaux. Le rapport préconise des mesures de santé publique axées sur les populations à haut risque, une vigilance plus accrue au regard des nouvelles variantes et un renforcement des stocks de vaccins par la communauté internationale à l'effet de circonscrire la pandémie en

Afrique.

### Plus de 10 % des tests positifs

Les insuffisances liées à la capacité de dépistage et de surveillance, de même que l'inégale demande de dépistage, masquent probablement la gravité réelle de la COVID-19 sur le continent africain, alimentant ainsi le dangereux mythe selon lequel une grande partie de l'Afrique n'a pas été touchée par la COVID-19. Les taux de positivité des tests étaient supérieurs à 10 % dans de nombreux Etats membres au cours de la deuxième vague de la COVID-19, ce qui est nettement supérieur au niveau d'alerte maximal de 5 % suggéré par l'Organisation Mondiale de la Santé confirmant de ce fait que de nombreux cas n'ont pas été détectés.

## Edito

### Faire de l'océan Indien une zone de paix

**Ces derniers jours, la base militaire indienne sur l'île d'Agalega est entrée en service. Après la base américaine sur les îles Chagos et avant celle indienne d'Assomption, nous déplorons la militarisation de l'océan Indien.**

Agalega est une île mauricienne située à plus de 1 000 km au Nord de l'île sœur, dans l'Est-Nord-Est de Madagascar et au Sud des Seychelles. Elle vient d'être transformée par l'armée indienne en base militaire. Agalega est gérée par une compagnie de l'État mauricien, l'Outer Island Développement Company (compagnie de développement des îles lointaines), OI DC. Cette compagnie délègue un Résident Manager, sorte d'intendant, qui est l'autorité suprême sur les deux îlots. L'économie de l'archipel est principalement basée sur l'exploitation d'huile de coco.

Les 300 Agaléens, des descendants d'esclaves, qui ont été amenés sur cette terre en 1827 par la France pour la culture de la coprah et la production d'huile de coco, assistent impuissant à cette implantation. À la suite de l'abolition de la traite négrière par la Grande-Bretagne, les Agaléens, libres, vivaient de cultures vivrières, de l'élevage et de la pêche.

Depuis 1970, les habitants des îles Chagos avaient vécu pareille mésaventure. Ils attendent de pouvoir rentrer chez eux, et là bizarrement le gouvernement mauricien les soutient, alors qu'il a loué Agalega à l'armée indienne. Ne veut-il pas plutôt forcer l'US Army à leur verser des subsides pour occuper le territoire des îles Chagos.

De même Assomption, aux Seychelles, a été louée à l'Inde pour l'installation d'une base militaire qui sera complémentaire à celle d'Agalega. N'oublions pas que La Réunion est aussi une importante base militaire française. Le stationnement tout autour de nous de force armées doit nous inquiéter. Dans un monde qui devient multipolaire, les risques de conflit sont importants. Et nous au milieu nous n'avons rien demandé à personne. Ces puissances profitent de l'état de dénuement de nos territoires pour nous imposer la présence de leur armées. C'est pourquoi, il est tellement d'actualité de demander une résolution des Nations Unies promouvant l'Océan Indien comme zone de paix.

La paix n'est pas l'absence de guerre, c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice. Spinoza

Nou artrouv'

*David Gauvin*

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

# Otè

## Pou band propriyètèr zésklav la konpanssé, pou band viktime zéro kalbass

« Otoué Sarda, toué la roul anou, toué la roul anou dan la bou. »! Mi koné bien déssèrtin rante zot i koné shanté Ziskakan-Axel Gauvin la fé lo parol-i anparl labolissyon 20 déssanb 1848. Nout toute i koné dann kèl kondissyon la fé labolissyon-la é sirtou koman band zésklav la pass d'in léta zésklav dann léta zangazé : té pa lo mèm zafèr pars lété pa lo mèm éstatu ziridik, mé lété pa in vré libéressyon konm ni koné.

Néna dé-troi zour Témoignages la anparl la loi Taubira : in rokonéssans lesklavaz épi la trète konm krime konte limanité épi in bande mézir pou akonpagné. In sélébrasyon lo dis mé, linformasyon band sitoïyin, labolission lo loi dsi la konpansasyon band zésklavazist, lékritir dann program lékol. Mé néna in kékshoz i mank malorozman, sé la réparasyon pou band viktime lo dè krime kont limanité, lésklavaz épi la trète.

Zistoman si zordi i ral déyèr pou répar lo krime, dann tan la pa obliye réparé pou déssèrtin. Pou kissa d'après zot ? Pou band zansien propriyètèr zésklav par raporte zot l'avé pi a dispozission la fors travaye band zésklav... Zot la réklamé épi par in loi lo parlman la akorde azot in réparasyon. Mé kan la parl lindamnizasyon band viktime, zorèye koshon dann marmite poi.

Nou pé anparl de sa , mé zordi néna in kékshoz nouvo : in komité syantifik la travaye dsi lo konpansasyon é la fé in band fishié pou bien mark kissa la gagné é konbien la gagné. Donk zordi, an prinsipe, néna kékshoz i pé pa kashyété, si nout zansète lété ésklav sansa si zot lété ésklavazist é si après labolissyon zot la gingn larzan é konbien o sinonsa zot la pa gagné...I paré arienk pou La Rényon néna dè san paz dsi konpansasyon-la.

Mi doute pa sar in dokimand'travaye san tardé, mé an touléka sé dé paz é dé paz listoir band koloni va rouvèr pou éklère anou dsi nout passé. In pa an avan dan la konéssans, mé in paké problèm lé pa rézolu é mi panss in band solission pou fé avanssé...

*Justin*